

Les subsides

Par conséquent, monsieur le Président, quand les conservateurs nous condamnent de la sorte, ils injurient aussi directement les représentants du secteur, qui ont persévéré malgré les difficultés extrêmes qui ont fait obstacle à l'expansion de leurs entreprises et il va sans dire que je suis carrément en désaccord avec ces gens d'en face. Je voudrais même profiter de l'occasion pour féliciter ces participants, même s'ils demeurent inquiets des répercussions que pourrait avoir dans l'immédiat la restructuration qu'ils savent nécessaire. Je les remercie de leur dévouement au nom de leurs membres respectifs. Je tiens également à remercier mes collaborateurs de nous avoir fait bénéficier de leur coopération et d'avoir favorisé cette façon de procéder.

Cette façon d'aborder des questions aussi importantes n'est sans doute pas parfaite, et elle ne reflète peut-être pas les grandes manifestations politiques grâce auxquelles les députés d'en face mesurent leur succès politique, mais elle témoigne de l'attention, du soin, du sens des responsabilités et de l'esprit progressiste qui nous guident pour régler les énormes difficultés qu'éprouve un des secteurs de l'activité économique canadienne; car malheureusement, du fait de la coïncidence d'autres facteurs, notre économie a été le plus durement frappée par la récente récession mondiale.

Voilà pourquoi, monsieur le Président, je n'ai nullement hésité la semaine dernière à faire savoir publiquement que nous étions très mécontents de la façon dont les États-Unis avaient poursuivi leurs négociations avec nous. J'ai annoncé officiellement que nous ne saurions accepter que les autorités américaines reviennent sur les concessions qu'elles avaient déjà accordées. Il est tout à fait inadmissible de leur part de croire que je vais imposer des restrictions aux Canadiens alors qu'elles permettent à leurs pêcheurs de pratiquer leur activité sans la moindre limite. Monsieur le Président, c'est là une solution raisonnable qui a été prise par un gouvernement digne de confiance. Nous attendons impatiemment qu'une opposition sensée nous fasse une proposition également sensée, au lieu de nous servir ses lamentations désespérées, de s'adonner à de basses manœuvres politiques, tout obsédée qu'elle est par la soif du pouvoir. Selon l'opposition, mon conseil consultatif devrait-il être satisfait de la motion qui m'a été envoyée hier à mon bureau à 18 heures pour prévenir la Chambre que ce débat important aurait lieu un vendredi après-midi, alors que la plupart des députés rentrent dans leur foyer et dans leur circonscription, et à la veille même de l'arrivée d'une délégation fort importante?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Le Parlement siège du lundi au vendredi.

M. De Bané: Les députés d'en face ont eu trois ans, monsieur le Président, pour tenir ce débat. Pensent-ils que la délégation sera assez naïve la semaine prochaine pour tomber dans le panneau de cette initiative sans fondement? Croient-ils dupes les Canadiens avec cette mascarade et corriger l'impression défavorable qu'ils ont des conservateurs avec leur politique du vide? Certes pas, monsieur le Président, et nous rejetons leur condamnation erronée et non fondée. Il y a tout lieu,

par contre, de condamner le recours de l'opposition à ces tactiques grossières, éculées et démodées. Si les députés d'en face ont des arguments solides qu'ils les donnent, sinon qu'ils se taisent.

M. le vice-président: A l'ordre. Les députés ont sans doute des questions à poser ou des observations à faire. Je me permets, néanmoins, d'intervenir. C'est le rôle de la présidence. La Chambre a eu l'obligeance de laisser le ministre terminer son discours. Puisque l'occasion s'y prête, je me dois de rappeler à tous les députés que lorsqu'on leur accorde un peu plus de temps, il leur appartient de conclure leurs propos dans les plus brefs délais. La courtoisie a ses limites. En l'occurrence, le ministre a prolongé son discours de dix minutes. J'ose dire, en invitant les députés à réfléchir là-dessus, qu'on a cette fois abusé quelque peu. Questions, observations.

M. Fraser: Monsieur le Président, j'ai envie, bien sûr, de demander au ministre qui est de si mauvaise humeur aujourd'hui, quel parti dirigeait le gouvernement pendant presque tout le temps où les stocks de saumon de la Colombie-Britannique fléchissaient de manière aussi dramatique? Le ministre, comme chacun de nous, connaît bien la réponse. Je dois lui poser cette question. Il dit qu'en soulevant ce sujet à la Chambre des communes, monsieur le Président, nous insultons tous les gens qui ont appuyé ses efforts de consultation. Il dit que ni lui ni le gouvernement qu'il représente ne devraient être condamnés. Je voudrais lire au ministre un extrait du rapport de M. Pearse, commandé par le prédécesseur du ministre, où l'auteur se prononce sur les politiques du gouvernement. Je demande au ministre de me dire s'il est d'accord. Au chapitre 1, page 3, dudit rapport on lit:

● (1500)

Le principal reproche que l'on peut faire au ministère des Pêches et des Océans par rapport à ses activités sur la côte Pacifique, c'est l'absence de politiques et de programmes cohérents, homogènes et tournés vers l'avenir en ce qui concerne la gestion du secteur des pêches, la mise en valeur et la protection de l'environnement.

Les politiques du ministère sont qualifiées de passives et de réactives alors qu'elles devraient avoir un objectif. M. Pearse cite des témoins qui ont comparu devant lui:

Il nous apparaît évident que la gestion des pêches et du poisson continuera à se détériorer si l'on persiste à se contenter de réagir aux événements.

Actuellement, qui parmi nous peut vraiment dire quel est l'objectif du ministère des Pêches?

Ce qui manque, c'est un plan à long terme contenant des buts bien précis...

La myriade de problèmes particuliers auxquels le secteur des pêches du Pacifique fait face aujourd'hui... découle de l'absence de politique et de pratiques fermes...

Je demande donc au ministre de nous dire s'il est d'accord avec ces critiques et s'il pense que, alors que son gouvernement était au pouvoir, l'opposition aurait pu faire quelque chose au sujet des accusations portées contre son gouvernement, non par nous, mais par les milliers de personnes qui ont comparu devant M. Pearse? Ce qui dérange tellement le ministre, cet après-midi, c'est d'avoir à répondre aux accusations de M. Pearse et à celles des gens qui ont comparu devant lui.